

**MILIANA (AÏN-DEFLA)**

# Grève à l'usine de l'Office national des explosifs

*Ils étaient entre 600 et 700 ouvriers à se rassembler, hier dimanche, au niveau de la petite côte qui mène à l'entrée de l'usine, avec des banderoles accrochées aux arbres qui bordent la route, portant en gros caractères « en grève ! »*

« Nous revendiquons qu'il soit mis fin à l'injustice et à la hogra, dont nous sommes victimes depuis des années », clament-ils. Un jeune ouvrier exhibe sa fiche de paye qui indique un net mensuel de 12 269,51 DA. « C'est avec cette paie minable que je vais pouvoir me marier ? Acheter une maison ? », s'interroge-t-il. Un autre nous dira : « On nous témoigne aucune considération. Si l'un de nous se blesse, malgré la disponibilité de 4 ambulances, il est évacué dans un camion. »

Un autre ouvrier, qui semble être un ancien, renchérit : « Nous faisons un métier des plus dangereux, des plus pénibles, des plus stressants et, chaque matin, quand nous quittons nos foyers nous faisons nos adieux à nos proches parce que nous ne savons

pas si le soir nous rentrerons sains et saufs. » En compensation, nous recevons une prime de risque de 15% du salaire minable qu'on nous donne. »

Plusieurs d'entre eux répètent : « Nous sommes exposés à des produits dangereux pour notre santé, si bien que nous appréhendons de passer des examens médicaux de peur que l'on nous découvre une maladie incurable. »

Ces ouvriers se plaignent aussi du manque d'hygiène : « Nous n'avons pas de douches et nous sortons avec des vêtements couverts de matière nocive et la nourriture de la cantine est infecte. Un des grévistes nous met sa fiche de paie sous les yeux. « Regardez ! Elle comporte plus de retenues que de primes et je ne suis pas le seul dans

ce cas, loin s'en faut. » On nous fait savoir que ce n'est pas la première fois qu'ils essaient d'interpeller la direction et d'attirer son attention sur leurs conditions de travail, puisqu'en février dernier, on nous informe qu'ils avaient observé une grève de la faim qui leur a valu, disent-ils, des manœuvres d'intimidation et des menaces de licenciement de la part des gestionnaires : « Nous sommes humiliés, insultés, brimés par l'encadrement. »

A chaque fois que nous revendiquons quelque chose, on nous le rappelle : « N'oubliez pas que nous vous avons ramassés dans les cafés. » Ils affirment ne pas savoir de quelle tutelle ils relèvent. « Chaque fois que l'Etat décide d'une augmentation de salaires, on nous répond : "vous n'êtes pas concernés". Tantôt on nous fait croire que nous relevons du ministère de la Défense nationale tantôt de la Fonction publique. Et à ce jour, nous ne savons pas de quel secteur nous relevons. »

Sur le document qu'ils ont fait circuler intitulé « Appel au secours », le collectif se déclare en grève illimitée jusqu'à la satisfaction des revendications. Parmi ces revendications, on peut noter une hausse des salaires de 100 %, avec une prime de nuisance relevée de 50%, un statut qui leur permet de prétendre au départ à la retraite après 25 années de service, eu égard à la pénibilité des postes de travail ainsi que le rétablissement des primes de rendement et d'intéressement et, surtout, exigent-ils, le respect de leur dignité.

Vers midi, des émissaires ont été dépêchés par la direction de l'usine leur demandant de reprendre le travail contre une augmentation de 17%, ce qu'ils ont refusé net, faisant valoir, disent-ils : « Ce sont de fausses promesses juste pour briser la grève ». Après le départ des émissaires le piquet de grève a été maintenu.

Karim O.

## HANDICAPÉS VISUELS

# Sit-in aujourd'hui devant le Palais du gouvernement

*L'association nationale de soutien aux handicapés visuels et leurs ayants droit « El Irada » a annoncé, hier, qu'elle observera un sit-in, aujourd'hui, devant le Palais du gouvernement, à Alger. Elle proteste contre la fermeture de l'Etablissement public d'insertion sociale et professionnel des personnes handicapées (EPIH).*

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation s'élargit. Les handicapés visuels ont décidé de tenir un rassemblement,

aujourd'hui, devant le Palais du gouvernement. La raison ? Dénoncer la fermeture « arbitraire » d'une usine de fabrication de brosses et de balais.

« Notre entreprise a été liquidée sans aucune procédure légale », dénoncent-ils. Selon les membres de l'Association nationale de soutien aux handicapés visuels et leurs ayants droit, qui ont animé, hier, une conférence de presse, « l'entreprise se portait financièrement bien mais elle a été liquidée pour laisser le marché à d'autres opérateurs privés qui importent des produits similaires et à des prix plus élevés ».

L'association, qui demande la redynamisation des actions sociales envers les non-voyants, revendique la remise en vigueur de la loi 63/200. Celle-ci prévoit, entre autres, en plus de la gratuité du transport, une pension mensuelle pour tous les handicapés dont les revenus ne dépassent pas le SNMG.

Actuellement, seuls les handicapés démunis de tout revenu perçoivent une pension mensuelle de 3 000 DA. Une pension « insignifiante », selon les concernés qui demandent qu'elle soit revue à la hausse.

S. A.

## EL-TARF

# Les responsables débordés par la contestation

*Les chômeurs de la localité d'El-Kous, située sur le territoire de la commune d'Echatt, ont coupé la RN44 à la circulation automobile durant toute la matinée d'hier, et ce, en usant de blocs de pierres et autres objets hétéroclites.*

Ce mouvement de protestation fait suite, selon les jeunes rencontrés sur les lieux, « aux promesses non tenues du chef de la daïra de Ben M'hidi, des promesses faites la semaine dernière, quand nous avons fermé cet axe névralgique à la circulation routière ». Et d'ajouter : « Nous avons demandé des contrats de pré-emploi et ce commis de l'Etat s'est engagé à satisfaire notre doléance avant ce dimanche.

Malheureusement, quand nous nous sommes déplacés au bureau de main-d'œuvre de la daïra de Ben M'hidi, dont dépend notre localité, pour récupérer lesdits contrats, nous avons été stupéfaits de découvrir que les 30 contrats établis la semaine écoulée concernaient des personnes totalement étrangères à notre localité et à notre commune même. Cet état de fait nous a poussés à revenir à la charge et à couper cet axe routier en signe de protestation contre le mépris manifeste des responsables et le déni de droit à un poste d'emploi. »

Par ailleurs, dans la commune de Dréan, les fonctionnaires d'Algérie Poste ont observé, hier, une grève d'une heure pour protester contre les agressions et les insultes subies quotidiennement dans leur travail de la part de citoyens excédés par le manque des liquidités, un problème devenu récurrent. Dans le même

sillage, les fonctionnaires de la Poste ont déposé une plainte au niveau du tribunal de la commune, éponyme, à l'encontre d'un citoyen qui a agressé physiquement un des leurs. Cependant, il y a lieu de signaler que la commission d'enquête dépêchée par la direction de wilaya a constaté les agressions à répétition des agents de cette entreprise par la population. Tous ces faits ont sérieusement émaillé l'image de cette entreprise.

Au chef-lieu de la wilaya d'El-Tarf, les adhérents de l'Association de

wilaya des sourds-muets ont organisé, dans la même journée, un sit-in devant le siège de la direction de l'action sociale (DAS). Les griefs contenus dans la pétition qui a été signée par 18 personnes, dont nous avons une copie, concernent particulièrement la récupération d'un camion de marque KIA appartenant à l'association et qui a été utilisé à des fins personnelles par son président. Selon la pétition, « le camion est un don du ministère de tutelle à l'association.

Actuellement, il est utilisé par le président pour le transport de marchandises au niveau de la wilaya d'Annaba ». « Nous interpellons le wali pour l'ouverture d'une enquête pour

stopper cette hémorragie et mettre fin à la dilapidation des deniers de l'association. Les personnes incriminées sont connues de tous. Nous vous demandons monsieur le wali de prendre les mesures qui s'imposent et sommes disposés à apporter toute notre aide », est-il écrit.

Débordés, les responsables locaux ne savent plus où donner de la tête. Ils sont en panne de solutions durables pour venir à bout des problèmes de la population, qui se sont accumulés des années durant. La population est en train de défier l'Etat, les germes d'une révolte populaire sont bien là.

Daoud Allam

## SIDI-BEL-ABBÈS : LA CONTESTATION

### S'EST PROPAGÉE À TOUAÏTA

# 5 personnes arrêtées

Après la vague de contestation qui a secoué jeudi dernier la localité de Telagh (SBA), faisant dix blessés parmi les éléments de la police et des dégradations aux édifices publics, et celle de dimanche dernier à Makedra, Tabia, Mezaourou, Chelia Benachiba, c'est au tour de la localité de Touaïta, à quelques kilomètres du chef-lieu de wilaya, d'être le théâtre de troubles qui ont mené à l'arrestation de cinq manifestants. Selon nos sources, tôt dans la matinée, les habitants de la localité ont commencé à déferler pour finale-

ment s'attrouper devant l'APC afin de demander de l'emploi et des logements. Les manifestants ont aussi demandé le départ du maire et du secrétaire général les accusant de ne pas avoir pris en charge leurs préoccupations. Vers la mi-journée, ils étaient des centaines à manifester après avoir érigé des barricades.

Les brigades anti-émeutes de la gendarmerie se sont, malgré les jets de pierres, déployées pour contenir tant de colère. Malgré tous leurs efforts pour disperser les manifestants sans

incidents, les gendarmes ont dû finalement procéder à l'arrestation de cinq personnes accusées d'avoir créé des troubles. Aussitôt après les arrestations, quelque quarante jeunes et des représentants des organisations locales se sont regroupés devant la brigade de Sidi Lahcen, dont dépend territorialement la localité de Touaïta, pour réclamer la libération des manifestants, qui furent relâchés quelques heures plus tard. La tension est retombée en fin d'après-midi.

A. M.

## BLIDA Sit-in des chirurgiens dentistes

Poursuivant leur mouvement de grève depuis le 7 mars dernier, les étudiants en chirurgie dentaire de Blida observeront aujourd'hui un sit-in devant la clinique Zabana à Blida, dont l'accès a été fermé par les étudiants depuis la date de leur débrayage, et ce, pour faire valoir leur droit à la réhabilitation de leur classement sur l'échelle de la Fonction publique. Tout comme ils réclament l'ouverture de nouveaux postes de résidanat à Alger. Aussi exigent-ils que le titre honorifique de « docteur en chirurgie dentaire » soit appliqué dans leur profession.

A noter que le nombre des étudiants qui observent la grève est de 600, tous paliers confondus.

Il y a lieu de préciser que les étudiants grévistes comptent organiser une conférence de presse à l'issue de ce sit-in.

M. B.

## Samsung ouvre un service client dans la ville des Roses

S'inscrivant dans la perspective d'élargissement de son champ d'action dans la ville des Roses, Samsung Samha vient d'ouvrir un nouvel espace où il sera possible d'assurer le service après-vente. Appelé CSP ou Costumer Service Plaza, cet espace de 155 m² est situé au cœur de la ville de Blida, puisqu'il se trouve sur l'avenue Kritli-Mokhtar.

Selon Hamri Amar, directeur technique du CSP, la nouvelle démarche de Samsung Samha est de permettre à sa clientèle d'avoir toutes les informations, à même de l'aider à prendre une décision sur un produit ou d'acquérir les produits consommables des appareils Samsung.

Il fera savoir également qu'un client possédant un produit blanc de Samsung, à savoir un réfrigérateur ou une machine à laver, peut se faire dépanner à domicile grâce à des équipes d'ingénieurs et de techniciens et ce, y compris, ajoutera-t-il, pour les téléviseurs de plus de 30 pouces. Dans ce contexte, il indiquera que la durée de la réparation ne pourra excéder trois jours. Pour le cas de produits dont la garantie aura expiré, le client ne paiera que 50% sur la valeur totale de la prestation.

Des offres de services qui tendent à attirer la clientèle vers la marque Samsung. A noter qu'un show-room attenant à l'espace CSP a été ouvert au grand public et abrite toutes les gammes et produits Samsung, allant des caméscopes et téléviseurs LCD aux grands climatiseurs.

Enfin, le service client Plaza est le troisième en Algérie et vise également la clientèle des villes environnantes.

M. B.